

LE SPECTATEUR.

DE

L'ORIENT.

Livr. 26. — (10.) 22 Sept. 1854.

De l'impopularité de la cause grecque en Occident.

—0000—

I.

A quelques années d'intervalle, deux grandes et illustres nationalités ont paru avoir été secouées dans leur sommeil, par la providence divine ; elles se sont levées montrant leurs faces pâles parmi les vivans du siècle ; elles, qui depuis long temps ne parlaient plus que par leurs marbres et par leurs livres une langue écoutée seulement des savans, ont élevé la voix au milieu des nations ; une épée a brillé dans leur main ; un éclair de gloire a frappé les yeux du monde ; — et puis les ténèbres ont recouvert tout d'un coup la terre, les morts ont regagné en silence leurs gites séculaires.

La race italienne en 1848, la race grecque en 1854, ont démontré toutes les deux que dans ce siècle de civilisation et d'humanité il y avait des vivans qu'on repoussait dans les froides régions de la mort; elles ont essayé de briser cette porte d'airain qu'on tient fermée sur elles; après bien des efforts, elles sont retombées sur le seuil fatal, mortes à jamais ou évanouies seulement? c'est le secret de l'avenir.

Quoique le dénouement des deux grands drames de 1848 et de 1854 ait été le même, on ne peut pas dire que les causes de ce dénouement aient été identiques, et que la régénération italienne et la régénération grecque aient échoué par les mêmes fautes.

Nous n'avons pas l'intention de nous livrer ici à la tâche ingrate de faire le parallèle de ces deux grandes ruines, et de montrer par quelle pente fatale ces deux nations sont tombées si bas pendant qu'elles visaient si haut.

Le but que nous nous proposons, ne nous permet de faire ressortir ici que les deux caractères opposés sous lesquels ces deux grands événemens se sont produits au jour; d'un côté, la popularité qui entourait en 1848 le mouvement italien; de l'autre, l'impopularité qui accueillit en Europe le mouvement grec en 1854.

Quel est le cœur qui ne battait pas en 1848, en faveur de cette cause que Pie IX sanctifiait, et pour laquelle Charles Albert tirait son épée? Les anciens libéraux qui ne croyaient qu'à la liberté, et les nouveaux libéraux qui rêvaient l'union de la liberté et du catholicisme, les monarchistes et les démocrates, les savans et les hommes pratiques, tous, partant des points les plus opposés de

l'horizon, se recontraient cependant dans un voeu commun, dans le désir de voir une nouvelle nation se faire place dans le droit public de l'Europe.

Cette popularité, il est vrai, vint à manquer par la suite; mais ce ne fut pas un de ces changemens soudains et irrationnels auxquels sont sujets la plus part du temps les vents et les popularités de ce bas monde; ce fut la conséquence nécessaire et fatale, nous ne dirons pas des fautes des libéraux italiens, mais du jeu de quelques uns des élémens dont le travail de plusieurs siècles avait doté l'Italie pour son malheur.

L'un de ces élémens qui a toujours empêché l'union de l'Italie, c'est la Papauté telle que le moyen âge l'a constituée, puissance en même temps spirituelle et temporelle. Le Pape, en tant que souverain d'une partie de l'Italie, aura toujours à remplir des devoirs qui se trouveront en contradiction avec les devoirs que lui impose sa position de chef de la chrétienté catholique. Il se trouvera toujours pris dans ce dilemme fatal, d'être ou un mauvais Pape, ou un mauvais prince italien.

Lors de la grande lutte armée du Protestantisme et du Catholicisme qui, pendant l'espace de trente ans fit répandre à grands flots le sang humain, — le successeur de Pierre, » dit Schiller (*), honorait les monarques espagnols comme fils obéissans et fermes défenseurs de la sainte église; » le monarque de Rome craignait ces mêmes princes » comme des voisins importuns et des ennemis dangereux. Pendant que le Pontife de Rome s'intéressait vivement aux victoires des armées de l'Autriche et à l'ex-

(*) Schiller, Hist. de la guerre de trente ans, liv. II.

» termination des protestans, le monarque de Rome bé-
 » nissait les protestans qui ôtaient à son voisin les moyens
 » de lui nuire Il est pourtant aisé de compren-
 » dre pourquoi le vicaire du Christ se joignait à la mai-
 » son d'Autriche pour extirper les hérétiques, et pour-
 » quoi le même vicaire du Christ conspirait avec ces
 » mêmes hérétiques pour ruiner la maison d'Autriche . .
 » . . . Où seraient-tombées la réforme de la religion et
 » la liberté des princes de l'Allemagne, si l'évêque de
 » Rome et le roi de Rome avaient toujours eu les mêmes
 » intentions et les mêmes intérêts? »

Ce dualisme de la Papauté, si favorable au XVII^e siècle à la liberté des autres, a été funeste en 1848 à la liberté italienne. Pendant quelque temps l'élément spirituel et l'élément temporel de la Papauté se trouvant d'accord, Pie IX put rappeler les exilés, ouvrir les cachots des condamnés politiques, annoncer des réformes salutaires dans l'administration de ses états, tonner contre quelques impiétés de la garnison autrichienne de Ferrère, et gagner par là les sympathies de toute la péninsule. C'est la belle époque de la vie de ce Pape. Mais lorsque l'Italie se leva armée pour secouer le joug étranger, alors l'âme de Pie IX devint le champ clos de la lutte des deux élémens opposés et inconciliables, que l'erreur du moyen âge avait accumulés sur sa tête. Comme prince italien, il aurait dû tirer l'épée de Jules II, et déclarer la guerre de l'indépendance. Comme Pape et chef de la chrétienté catholique, il devait un égal amour à toutes ses brebis, il aurait déshonoré la pourpre pontificale, en donnant le signal d'un combat fratricide.

L'évêque de Rome vainquit le roi de Rome. Dans cette collision de devoirs, le Pape jugea que c'était un moind-

dre mal de manquer à ses sujets que de manquer à ses ouailles. Dans ce moment suprême, l'Italie fut sacrifiée à l'Eglise catholique. Par un sentiment naturel, l'amour et la popularité dont Pie IX avait joui jusqu'alors chez les Italiens, se changea en haine et en mépris. Les mauvaises passions prirent le dessus; les patriotes italiens, au plus fort de la révolution sociale de leur pays, en face du conquérant étranger, au milieu de l'Europe fatiguée de bouleversemens, essayèrent la révolution religieuse, le dénouement de ce nœud gordien des deux puissances du Pape; un secret instinct leur disait que là était la question italienne; mais la sagesse aurait dû leur apprendre que ce n'était ni le moment, ni la manière d'entamer ce dénouement; que l'Italie, en touchant seule à une question qui intéressait les consciences de la plus grande partie de l'Europe, se serait attirée l'impopularité du monde catholique.

Mais la Papauté n'était pas le seul obstacle légué à l'Italie par un passé malheureux; son morcellement en tant d'états indépendans, qui étaient devenus par l'action du temps le centre d'intérêts différens qu'on devait ménager, n'était pas un obstacle moins formidable.

De ces deux causes principales, découla la multitude des factions qui n'étaient autre chose que la diversité des opinions sur la solution de la question italienne. Le maintien de la Papauté; l'abolition de la Papauté; une Italie monarchique; une Italie républicaine; une confédération à l'instar des États-Unis d'Amérique; une ligue des états italiens existans; voilà autant de solutions et autant de factions dont chacune était convaincue que la seule solution vraiment praticable et salutaire, était celle

qui était inscrite sur ses drapeaux. De là la discorde devant l'ennemi, la discorde après les premières victoires, la discorde après la défaite ; l'impopularité finale de la cause italienne.

La révolution grecque de 1854 a commencé sous le coup d'une impopularité encore plus grande que celle qui accompagnait au tombeau la révolution italienne en 1849. Est-ce que les mêmes causes auraient produit les mêmes effets ? Est-ce que la race grecque aurait eu à rencontrer dans le travail de sa délivrance les mêmes obstacles, aurait eu à toucher les mêmes questions fatales devant lesquelles venait de se briser la cause italienne ?

Aucun des obstacles que le passé a légués à l'Italie, ne se rencontre en Grèce. Chez nous, le prêtre n'a pas de pouvoir temporel à perdre, si la race grecque venait à briser ses fers ; et par conséquent, il a été et sera toujours le premier à bénir ses efforts ; chez nous, point de morcellement en états différens ; nous sommes tous nés sous le même joug, et nous marchons tous à la rencontre d'une même liberté ; chez nous, point de solutions différentes de la question grecque, et partant point de factions opposées et irrécconciliables ; point de partis monarchiques, républicains, fédéralistes ; nous rêvons tous sans exception, depuis la premier jusqu'au dernier, une même solution, la résurrection de notre race sous la forme d'un empire byzantin.

A quoi devons nous donc cette impopularité injuste et préméditée, puisqu'elle a condamné d'avance tout mouvement de délivrance en Orient ? L'Europe serait-elle par hasard devenue si conservatrice et si prude, que le seul nom de révolution blesserait ses convictions et sa pudeur ?

Ce serait vraiment singulier si l'Europe de 1854, ayant sur la conscience tant de révolutions plus ou moins injustes, trouvait, par esprit de conservation, injuste et blâmable cette révolution des races chrétiennes contre le joug ottoman, que Charles X lui-même, le champion et le représentant de la légitimité, applaudissait et aidait de ses armées et de ses trésors.

Il est impossible, en examinant avec impartialité les causes, les élémens, les tendances, le but du mouvement révolutionnaire de la race grecque, d'y trouver le moindre motif pour expliquer et justifier cette impopularité qui nous poursuit en Occident, et à laquelle, ayant la conscience de notre droit et de la pureté de nos intentions, nous ne pouvons d'abord prêter croyance. Pour que l'Europe fût à même de juger en connaissance de cause, nous avons élevé notre faible voix, nous avons tenté d'éclairer l'opinion publique en fondant ce recueil. Quelques amis de la Grèce

Rari nantes in gurgite vasto

ont répondu à l'appel, ont essayé de vaincre ce courant de l'opinion qui se formait contre nous. Vains efforts ! paroles perdues ! Au lieu de gagner du terrain, nous en perdions chaque jour ; les sympathies dont notre cause avait joui dans le temps en Europe, allaient s'éteignant une à une : on est allé même jusqu'à se repentir de ce qu'on avait fait pour nous, et à proclamer à haute voix que la bataille de Navarin et l'institution du petit royaume hellénique, étaient une faute et un malheur !

Nous ne croyons pas que l'histoire présente un autre exemple d'une impopularité si injuste et pourtant si forte

et si universelle. L'Europe partagée en tant de factions n'est unanime que lorsqu'il s'agit de nous jeter la pierre. Le despote et le libéral, le catholique et le protestant, le socialiste et l'aristocrate, le croyant et l'incrédule, ne sont d'accord que pour nous condamner.

Tout le monde a lu ces jours-ci dans le *Journal des Débats* (*) l'analyse d'un article de la *Revue d'Edimbourg* sur la révocation de l'édit de Nantes. En voyant comment l'opinion publique de la France, au temps de Racine, de Molière, de Fénelon, était en faveur de la révocation et contraire aux protestans, qui cependant ne faisaient du mal à personne; comment l'humaine M^{me} de Sévigné applaudissait aux dragonnades, nous avons ressenti comme une consolation et un espoir dans notre malheur; car nous sommes restés convaincus que toutes les impopularités, même dans des siècles de lumières, ne sont pas méritées; qu'elles ne durent pas long-temps; qu'un jour il vient des historiens et des penseurs pour les flétrir.

Historiens et penseurs de l'avenir, citoyens de la postérité, apprenez donc par nous les maux que cette impopularité, cette idée fautive servie par un immense pouvoir, a infligés aux chrétiens de l'Orient.

C'est cette impopularité, à nous transmise par tous les moyens rapides de communication que la science du XIX^e siècle a mis au service de l'erreur du XIX^e siècle, qui a paralysé tous nos efforts, qui a arrêté notre bras, qui a pénétré dans notre conscience, qui nous a fait douter nous mêmes de la justice de notre cause. Sous le souffle de ce vent glacial, toute végétation de liberté et de cou-

(*) Du 9 Août.

rage a péri. Il est beau sans doute de mourir pour la patrie, lorsque le monde applaudit à cette mort: mais lorsqu'au contraire le monde vous contemple avec haine ou indifférence; lorsque toutes les sympathies sont pour votre ennemi; lorsque les vierges de Paris et de Londres lèvent le pouce pour le turc tombé, et le renversent pour le grec qui succombe, alors l'arme s'échappe de la main du gladiateur de la liberté, et en jetant sur l'Europe un dernier regard brûlant comme un reproche, il se laisse égorger par le premier albanais venu.

Alexandre, lorsqu'il combattait au cœur de l'Asie, songeait au *qu'en dira-t-on* des Athéniens. La popularité de l'*agora* d'Athènes lui donnait la force de vaincre à Arbelles.

D'abord cette impopularité, cette menace de l'Europe suspendue à toute heure sur la tête des chrétiens comme l'épée de Damoclès, a empêché les classes les plus éclairées de la société de prendre une part plus active à la révolution de l'Épire et de la Thessalie. Il était tout naturel que ceux qui étaient à même de lire les journaux de France et d'Angleterre, éprouvassent les premiers l'impression de l'impopularité qui soufflait d'Occident; qu'ils sentissent les premiers s'ébranler en eux cette conviction sans laquelle rien de grand ne se fait au monde.

Ensuite, la Grèce qui gémit encore sous le joug ottoman, ne pourra jamais conduire à bonne fin aucune entreprise de délivrance sans le secours de la Grèce libre. Après l'institution du petit royaume hellénique, tout ce que la race grecque avait de précieux, elle l'a transporté, comme dans un lieu de dépôt, dans les provinces émancipées. C'est là que se sont réfugiés ses savans, ses hommes de

guerre, ses hommes politiques ; c'est là que sont entassées les richesses léguées par les grands patriotes, les Caplani, les Zosima, les Rizari, qui en temps de paix entretiennent la plupart des écoles existantes dans la Turquie d'Europe, et qui en temps de guerre sont destinées à alimenter la lutte sacrée ; c'est là que sont pendues aux murailles les armes qui ont combattu le tyran pendant dix ans, en attendant un nouveau 25 Mars ; c'est enfin sous le drapeau hellénique que naviguent les vaisseaux marchands de toute la race grecque.

Et lorsque l'heure a sonné, lorsque la grande Grèce a dit à la petite Grèce : rends-moi mon dépôt ; rends-moi mes hommes de guerre, mes hommes d'état, mes savans ; rends-moi mes richesses, mes armes, mes matelots, mes navires ; voilà l'Europe se lever menaçante, et se mettre entre ces deux sœurs, et défendre sous peine de mort, nous ne dirons pas tout secours de la part de la Grèce libre envers les provinces insurgées, mais le paiement d'une dette sacrée, la restitution d'un dépôt ; infliger à la Grèce libre la plus honteuse des banqueroutes.

La *Correspondance diplomatique concernant les relations de la Grèce et de la Turquie*, publiée par le gouvernement anglais, contient à ce propos une scène dont quelque tragique futur tirera peut-être un grand parti ; c'est l'entrevue qui eut lieu dans le courant du mois de Février entre le roi Othon d'un côté, et les envoyés de France et d'Angleterre de l'autre.

Qui ne se rappelle cette scène émouvante du *Don Carlos* de Schiller, dans laquelle le marquis de Posa essaie de convertir Philippe II aux nouvelles idées du siècle, et d'en faire un adepte de la cause de la liberté ?

L'histoire va nous apparaître ici rivalisant avec la poésie, la réalité avec la fiction ; seulement elle a renversé les rôles, elle a donné le rôle du marquis de Posa, du novateur, du citoyen de l'avenir, au Roi de la Grèce ; elle a donné le rôle de Philippe II à M. Rouen et à M. Wise.

Le rapporteur de cette entrevue historique, M. Wise lui-même, en reproduisant tout au long les paroles qu'il a adressées au Roi, n'a pas cru convenable de reproduire la réponse avec la même précision. L'histoire et la poésie, qui est le complément de l'histoire, auront le droit d'amplifier et de développer les paroles du monarque, qui, dans ce moment solennel, avait le bonheur, l'immense bonheur qui rachète toutes les amertumes et tous les martyres, d'être le représentant de l'idée hellénique.

Quoique trop près encore des événemens, essayons cependant de préparer le travail de l'histoire et de la poésie ; complétons les paroles du Roi, avant que le Sophocle futur de la race grecque leur donne le type immortel, les coule dans le bronze de son génie.

C'est l'ambassadeur britannique qui prend la parole au nom des deux grandes puissances (*).

« Les traités publics, dit-il, ont fait de la Grèce un état indépendant et un royaume. C'est par eux qu'elle a été admise dans la famille européenne. En entrant dans cette famille, elle a acquis des droits, mais en même temps elle a rencontré des engagements et a contracté des obligations. Ces obligations, pour être justes, doivent être réciproques ; pour être effectives, elles doi-

(*) *Correspondence respecting the relations between Greece and Turkey*, n^o. 81.

« vent être observées dans l'esprit comme dans la lettre.
 « Si la Turquie s'était rendue coupable d'une agression
 « non provoquée contre l'indépendance et le territoire
 « grecs, nul doute que le gouvernement grec n'aurait eu
 « recours avec raison et avec toute certitude d'être écou-
 « té, à notre médiation, et à notre intervention même,
 « si elle était jugée nécessaire. Nous ne pouvons pas
 « comprendre une justice qui serait seulement d'un côté,
 « ou une obligation qui ne serait pas réciproque ».

Voilà l'argumentation de l'envoyé de la Grande Bretagne; on ne peut en méconnaître la justesse; mais le Roi de la Grèce aurait pu répondre que cette argumentation, très-juste en elle-même, n'avait pas d'application au cas présent. Nous ne savons pas, aurait dit le Roi, que l'armée ou la flotte grecque ait attaqué en pleine paix les forteresses ou les ports de la monarchie ottomane; ou que le Cabinet d'Athènes ait déclaré la guerre à la Turquie. Les traités publics auxquels la Grèce libre doit son existence et son indépendance, n'ont pas été rompus par le gouvernement grec. La preuve en est que la personne intéressée au maintien de ces traités, le Sultan, n'a pas déclaré la guerre à la Grèce. Il ne se plaint que de ce que le gouvernement grec n'a pas étendu sa petite main sur son immense frontière, pour empêcher les parens, les compatriotes des grecs insurgés d'accourir à leur secours, ou de ce qu'ils lui ont glissé entre les doigts. La question pourtant est de savoir si les traités imposent au Roi et au Gouvernement de la Grèce, le devoir d'empêcher ses sujets natifs des provinces révolutionnées de l'empire ottoman, de franchir la frontière et de se porter à la défense de leurs compatriotes.

« C'est à quoi j'allais en venir, a repris alors M. Wise.
 « Une insurrection locale a éclaté dans une province fron-
 « tière de la Turquie. Je ne dois pas examiner les cau-
 « ses et les motifs qu'on pourrait alléguer pour sa justi-
 « fication, ni dans quels cas l'opprimé peut résister à
 « l'oppression; ni quelle était la force et l'extension des
 « sympathies des Hellènes, ni quelle part cette province
 « a prise dans la première grande lutte de l'indépendance
 « grecque, ni si elle est liée encore à la Grèce, non seu-
 « lement par des souvenirs mais par des liens réels de nais-
 « sance et de parenté. Toutes ces considérations sont très-
 « raisonnables et constituent des difficultés très-sérieuses;
 « mais je n'admettrai pas une seule fois qu'elles puissent
 « dispenser le Gouvernement grec de ses obligations so-
 « lennelles et de sa responsabilité. Si des sympathies de
 « race, de sang, de langue ou de religion devaient régler
 « la politique ou les actions des États de l'Europe, il fau-
 « drait renoncer à toute organisation internationale, à
 « toute sécurité entre les divers États. La France pourrait
 « essayer d'insurrectionner la Belgique; l'Autriche ferait
 « de même en Pologne, la Russie en Autriche, le Pié-
 « mont en Lombardie. Il y a un drapeau plus invariable,
 « et une garantie de bonne foi internationale plus solide,
 « par laquelle, et non pas par des sympathies et des pas-
 « sions, les différens membres de la grande famille euro-
 « péenne sont tenus en harmonie entre eux. Il est à regret-
 « ter que ces principes salutaires aient été perdus de vue
 « tout récemment par le Gouvernement Grec ».

Puisque vous avez parlé du Piémont et de la Lombardie, aurait pu répondre le Roi, je ne crois pas que lord Minto ait tenu le même langage et professé les mêmes

principes en 1847 envers les souverains et les peuples de l'Italie. Et lorsque l'ambassadeur britannique à Madrid recevait ses passeports pour avoir trempé dans des conspirations contre le pouvoir légitime de l'Espagne, je ne sais pas s'il alléguait les mêmes argumens de bonne foi internationale. Mais en laissant de côté cet examen dangereux, revenons à la question qui nous intéresse.

L'insurrection de l'Épire a-t-elle été excitée par le gouvernement grec? Vous n'avez qu'à consulter vos propres archives, les relations de vos propres consuls, pour voir que la cause immédiate de cette insurrection a été les vexations des fonctionnaires ottomans; qu'elle a été prédite et annoncée, à peine les premiers nuages des perturbations orientales avaient-ils apparu à l'horizon.

La Grèce travaille depuis des siècles à l'œuvre de sa délivrance; c'est un fait historique et incontestable. Or, toutes les fois qu'une race est opprimée par une autre race avec laquelle elle n'a rien de commun, ni sang, ni langue, ni religion; toutes les fois que la race conquérante se trouvera dans de sérieux embarras causés, ou par une guerre extérieure, ou par des troubles intérieurs, c'est un axiome, c'est une loi plus puissante que tous les traités du monde, que la race conquise et opprimée cherchera à en profiter pour briser ses chaînes. Elle n'aura pas besoin pour cela d'une instigation extérieure; comme le rocher, dont le temps a rongé les liens qui le tenaient attaché au sommet de la montagne, n'attend pas l'impulsion du doigt d'un enfant pour rouler dans l'abîme.

En 1821, la Turquie était en paix avec toutes les puissances chrétiennes; la réforme du Sultan Mahmoud ne l'avait pas encore désorganisée à l'intérieur; et cependant

la Grèce osa porter la main à ses chaînes de quatre siècles, mit en fuite les troupes ottomanes avant que le fer russe ne les eût décimées en 1829, brûla les flottes turques avant Navarin. Est-ce qu'il y avait alors une Grèce au dehors, une Cour et des Aides-de-camp grecs pour allumer cet incendie, pour pousser les rayas du Péloponnèse et de la Roumélie à l'insurrection? La révolution s'est faite alors d'elle-même, parcequ'elle était mûre, parcequ'elle était juste. Est-ce que par hasard les Grecs auraient dégénéré de 1821 à 1854, seraient-ils tombés dans une telle prostration de force et d'esprit, qu'ils ne pourraient plus penser et agir sans qu'on leur soufflât du dehors la pensée et la vie?

Si vous cherchez donc, Monsieur, la source et la trace de cette révolution qui se met à travers de vos plans de consolidation de l'empire ottoman, ce n'est pas dans les murs de ce palais que vous les trouverez; allez en Épire et en Thessalie, c'est là que vous les rencontrerez dans ce Coran qui ne peut se mettre d'accord avec l'Évangile; creusez les tombeaux, interrogez les os de tant de générations qui ont péri sous le cimeterre des barbares; allez dans les écoles des rayas où l'on enseigne Platon et Plutarque; c'est là que vous trouverez, Monsieur, la solution de vos doutes et de vos soupçons.

Il est donc certain que la révolution des provinces grecques de l'empire ottoman n'a pas ses racines dans la Grèce libre; que ce n'est pas une intrigue de cour. Cela accordé, reste à savoir si le gouvernement grec avait le droit et l'obligation d'empêcher les compatriotes des insurgés de leur porter du secours.

Ces hommes ne sont pas nés dans les provinces de la

Grèce libre. Lors de l'institution de la Royauté, ils se sont fixés dans ce coin de la grande péninsule grecque, mais leurs âmes étaient toujours tournées vers le lieu de leur naissance. Jouissant des bienfaits de la liberté, ils laissaient derrière eux des compatriotes, des amis, des parents sous le joug ottoman. Depuis leur émigration il ne s'est pas écoulé assez de temps pour forger des liens indissolubles entre eux et leur nouvelle patrie. Les liens les plus forts qui attachent l'homme au sol d'un pays, sont le berceau et la tombe. Or, le royaume grec n'existait pas encore lorsqu'ils ont vu la lumière, et depuis son institution, les enfans des émigrés n'ont pas encore creusé des tombeaux à leurs pères. La révolution qui gronde aux frontières a brisé en un instant les faibles liens qui retenaient en Grèce ces milliers de colons. Un beau matin, ils ont détaché leurs armes de la muraille étrangère qu'ils n'avaient pas bâtie, qui ne leur était chère par aucun souvenir, et ils sont partis pour leur véritable patrie. Ceux qui n'occupaient aucun emploi public, n'ont pas même tourné la tête pour dire adieu à leur patrie d'emprunt; ceux qui avaient des grades et des places ont donné leur démission. Les uns et les autres avaient cessé d'être mes sujets; le gouvernement grec n'avait plus des droits sur eux.

Cependant, pourriez-vous dire, par égard et par complaisance envers les deux grandes puissances qui ont donné l'existence à la Grèce, j'aurais pu employer la force, occuper la frontière, fermer à ces malheureux la porte de leur maison. Entamons aussi cette question; voyons si cette conduite était d'accord avec mes devoirs de Roi, avec l'esprit de ces mêmes traités que vous vous plaisez,

Monsieur, à rappeler, et auxquels je dois ma couronne.

Les traités ne m'ont pas fait le chef de la police de l'Europe occidentale en Orient, ou le *derven-aga* du Sultan; ils m'ont fait Roi de la Grèce.

L'esprit de ces traités a dit: Othon, fils du roi Louis, tu quitteras, tu oublieras ta patrie et ta famille, tu te dévoueras corps et âme au bonheur de la Grèce. Tes enfans seront d'une autre religion que la tienne, tu n'auras d'autre avenir que celui de ta nouvelle patrie.

Qu'est-ce qu'un Roi?

Le Roi est l'idéal d'une nation fait homme. C'est en lui que se concentrent tous les devoirs de son peuple; chaque perle de sa couronne est une obligation et une épine.

Tout Grec, savant, laboureur, soldat, commerçant, a le devoir sacré de contribuer de toutes ses forces au bonheur de la race à laquelle il appartient; or ce bonheur, qui consiste dans la réalisation de l'idée que Dieu a donné à la race grecque la mission de remplir, exige tout d'abord la liberté et l'indépendance.

Le Roi de la Grèce est la personne à laquelle viennent aboutir toutes ces forces et tous ces devoirs. L'idée grecque, morcelée dans chaque classe et dans chaque individu de la société, n'est complète que sur le trône de la Grèce. Dans cette haute position, je dois sentir toutes les joies, toutes les douleurs, toutes les aspirations de mon peuple; je dois découvrir la route de son avenir.

C'est l'idéal d'un tel Roi qui apparaissait à Rigas et à Diacos dans l'agonie de leur martyre; c'est à un tel Roi qu'ils léguaient l'héritage de quatre siècles, l'œuvre de la délivrance de leurs frères.

Une crise extrême, que je n'ai pas provoquée, agite l'

Orient tout entier; ce qui est vivant se sépare violemment de ce qui est mort et pourri; la race grecque, un des principaux élémens de la réorganisation définitive de l'Orient, se lève et dit: je suis là.

Vous, puissances de l'Occident, vous avez répondu à ces aspirations, à ce cri, par un verdict fatal: *ce qui est mort vivra; ce qui vit, doit attendre encore.*

Vous dites au Roi de la Grèce: tu oublieras les devoirs que t'impose cette couronne que nous avons posée sur ta tête, tu seras le geôlier de ton peuple. Change ce scèptre qui devait montrer à ce peuple la route de l'avenir, contre un bâton de *policeman*; tends-le sur son chemin, dis-lui: *tu n'iras pas plus loin.* Si on ne t'obéit pas, nous sommes là avec nos flottes et nos baïonnettes; si on te déteste en Grèce, on t'admira en Occident; tu seras le Roi de la Grèce le plus populaire et le plus aimé en France et en Angleterre.

Je ne puis pas vous faire changer de politique; il y a quelque chose de plus fort que vous qui se chargera de cela — les choses et le temps. Puisque vous me condamnez à l'inaction, je ne bougerai pas, je ne me mettrai pas à la tête de mon peuple pour le conduire là où s'agite la question de son avenir; mais vous n'extirperez pas de mon cœur mes sympathies pour cette révolution qui commence; vous ne me tirerez pas de cette inaction imposée, pour me faire lever l'épée du Roi de la Grèce contre le peuple de la Grèce; vous ne ferez jamais de moi un traître et un parjure.

Je regarderai avec un soupir d'envie ce paysan épirote qui, prenant son fusil, court vers la frontière, plus heureux que son Roi qui ne peut bouger d'Athènes; mais ma main

se séchera avant que de se poser sur son épaule pour le traîner loin des lieux où ses frères combattent pour la liberté.

Quel a été le résultat de ce veto irrévocable que l'impopularité de la cause grecque a mis sur les lèvres des puissances occidentales?

L'insurrection de l'Épire et de la Thessalie, calomniée dès sa naissance, découragée par les menaces, dérouterée par les faux conseils, combattue du côté de la terre par les légions de la Turquie et de l'Égypte, du côté de la mer par les flottes chrétiennes, n'a pu tirer aucun autre secours de la Grèce libre que celui de quelques bandes de *palikares*, mal armés, mal vêtus, mal nourris. Aucun des élémens organisés de la Grèce libre n'a pu franchir la frontière; ni troupes régulières, ni fusils perfectionnés par l'art européen, ni canon, ni presses, ni savans, ni hommes politiques. La lutte s'est établie, d'un côté entre l'Europe et les troupes régulières de la Turquie, de l'autre entre des populations réduites à leurs propres moyens, privées de direction, de gouvernement, d'argent, d'armes, de confiance, d'espoir, de sympathies. L'issue pouvait-elle être douteuse?

Et néanmoins, cette même impopularité qui nous poursuit, s'écrie: *cette guerre déloyale n'a présenté aucun incident digne d'intéresser la curiosité et de laisser un souvenir dans l'histoire* (*). Après avoir tout fait pour décourager, pour désorganiser, pour étouffer l'insurrection chrétienne, on tire de sa malheureuse issue le dernier argument contre ces mêmes chrétiens, pour les proclamer à

(*) *Révue des deux Mondes*, livraison du 15 Juillet, pag. 408.

jamais indignes de toute liberté ! Cependant, malgré tant d'efforts, pour mettre fin à cette *guerre déloyale*, pour ne pas lui donner le temps de *laisser quelque souvenir dans l'histoire*, on a été forcé de violer l'indépendance du royaume hellénique, et d'occuper le Pyrée.

Plus cette impopularité est générale en Europe, plus elle semble dominer les meilleurs cœurs et les meilleurs esprits, plus c'est un devoir sacré pour nous de marquer dans notre mémoire reconnaissante les noms de quelques hommes rares, qui, quoique obligés par leurs devoirs de suivre la politique de leurs gouvernements, ont laissé cependant percer leurs sympathies pour nous, ont versé une larme sur les victimes de cette politique.

Nous avons déjà plus d'une fois rendu hommage au nom de *M. Sidney Smith Saunders*, consul anglais à Prévesa, qui dans ses rapports ne cache aucun des crimes de la tyrannie ottomane, ne cherche pas à étouffer les plaintes des victimes. Le nom du capitaine *Peel*, qui ayant été requis par le Lord Haut Commissaire *M. Ward*, de tourner les canons de son escadre contre les insurgés de l'Épire, s'y refusa en répondant que sa mission était de défendre l'empire ottoman contre toute agression extérieure, et non contre l'insurrection de ses propres sujets chrétiens (*), sera cité un jour par la postérité à côté du nom de ce gouverneur de Bayonne, le vicomte d'Orthès, qui se refusa, lors de la S^t Barthélemy, à donner l'ordre de massacrer les protestans.

(*) Correspondance, n. 47.

R.

(La suite prochainement.)

Variétés.

—00—

En prenant la défense de la Turquie contre l'agression de la Russie, l'Occident semble croire à la possibilité de régénérer ce vaste empire par l'élément turc. Au commencement du différend, mieux éclairé, l'Occident paraissait vouloir, par l'émancipation des races chrétiennes, étayer le futur établissement par toutes les forces vitales de l'Empire, comprendre tous les élémens disponibles dans la recomposition du grand rempart qu'il s'agissait d'élever contre les invasions redoutées de la Russie.—C'était là, certes, une pensée généreuse, une idée chrétienne et honorable. Nous y aurions applaudi, si nous ne l'avions pas jugée irréalisable. Un peu plus tard, au lieu de l'émancipation, on a mis en avant l'idée du protectorat des chrétiens, et on en est arrivé aujourd'hui, à ne vouloir confier les destinées futures d'un Empire qui doit se charger d'une si importante mission, qu'au seul élément turc.

Ainsi outre l'injustice criante que l'on commet envers douze à quinze millions de chrétiens (dont on se réserve toutefois de recommander le sort futur à la clémence du Sultan!) on espère réaliser ce qui ne s'est jamais vu, ce qui est contraire à toutes les lois historiques : on espère régénérer et civiliser une nation barbare et mourante, par les mêmes et seuls élémens qui constituent toute sa vie religieuse et politique et qui ont amené sa décadence.

On semble avoir tout à fait perdu de vue que la civilisation moderne est le produit du Christianisme, qu'il est impossible d'asseoir une société européenne sur les bases

de l'islamisme. On n'a qu'à étudier, depuis la conquête de l'Empire Byzantin jusqu'à nos jours, le développement progressif des chrétiens assujétis, et la décadence de l'élément turc. On n'a qu'à voir, aujourd'hui même, le grossier fanatisme qui anime ces masses barbares, leur haine contre tout ce qui n'est pas croyant, sans distinction d'amis, de protecteurs et d'alliés.

Dans notre précédente livraison, nous avons publié une partie d'une correspondance de la Gazette Universelle d'Augsbourg; c'est une description exacte et fidèle de l'élément turc. Nous avons été heureux de trouver dans une feuille allemande si renommée, la confirmation de ce que nous avons dit, à plusieurs reprises, sur l'impossibilité de la régénération de la race turque. Nous possédons une foule de renseignemens sur les exactions et les atrocités qui se commettent journellement dans les malheureuses contrées soumises au joug musulman. Nous pourrions mettre sous les yeux de nos lecteurs une foule de détails qui prouvent jusqu'à l'évidence, combien la haine de tout ce qui n'est pas musulman est enracinée chez les sectateurs du Coran, et qui démontrent l'incompatibilité de leurs institutions civiles et religieuses, avec la civilisation européenne. Mais nous préférons laisser de côté nos propres renseignemens, pour mettre sous les yeux de nos lecteurs un extrait d'une correspondance de Trébizonde publié dans le Journal autrichien, *Triester Zeitung* n° 201, du 31 Août; c'est un journal publié dans les états d'un souverain allié du Sultan.

« Trébizonde, 13 Août.

« On sait que dans les villes de la Turquie d'Asie, les

» rues sont ordinairement bordées des deux côtés de trottoirs assez exhaussés mais étroits. Or, toutes les fois qu'il arrive à un piéton turc d'y rencontrer un infidèle, le premier se fait aussi ample que possible pour obliger celui-ci à descendre dans le ruisseau. Les rayas, quelle que soit leur condition, sont obligés de se soumettre à cette injonction tacite; parfois des Européens mêmes, pour peu qu'il n'aient pas l'humeur très querelleuse, se voient obligés de s'y soumettre. Vendredi dernier, en plein midi, un sujet anglais, fils d'un négociant de cette ville, habillé et coiffé à l'européenne, rencontra, dans le voisinage du consulat Anglais, un Zabtié, qui lui ordonna, avec de gros jurons, de descendre du trottoir. Le chrétien obéit, mais se permit de faire observer que la route publique était faite pour tout le monde, en faisant connaître en même tems sa qualité de sujet anglais. Le Turc répondit d'abord par un redoublement d'injures, puis par un coup de pied, et enfin par un coup de pistolet dont la balle, après avoir effleuré et légèrement blessé le dit sujet anglais, alla dans la cour même du consulat Britannique, siffler aux oreilles d'une servante qui portait dans ses bras le plus jeune des enfans du consul, et qui n'échappa au péril que par un mouvement accidentel qu'elle fit.

» On croira peut-être que les Turcs qui assistaient à cette scène se seront empressés de se saisir du malfaiteur pour le livrer à la justice. comment donc! Mais c'était un Musulman, et un membre très honoré de la bourgeoisie de Trébizonde; ils n'étaient occupés que de sa sûreté; car, le voyant ailer son chemin fier

» comme quelqu'un qui aurait tiré sur un chien enragé,
 » ils s'empressaient de lui crier « Katch, Hamid » puis,
 » Hamid, en sorte que les Cavas du consulat, accourus
 » sur les lieux, ne purent arriver que trop tard. Le mal-
 » faiteur resta caché quelques jours, mais, grâce aux
 » réclamations énergiques du consul Anglais, les auto-
 » rités parvinrent à le faire arrêter. Mais je ne garanti-
 » rais pas qu'il ne soit bientôt mis en liberté, ici ou
 » ailleurs.

» La simple relation de faits semblables prouve beau-
 » coup mieux que ne le font les hattî-scherifs et les fir-
 » mans, et toutes les phrases ampoulées d'une partie de
 » la presse de l'Occident et de la presse turque, ce qui en
 » est en Turquie, là où la présence des armées et des flot-
 » tes européennes n'a pas mis un frein à l'Islamisme, de
 » la dignité, de l'honneur de la protection des chrétiens,
 » même de ceux qui appartiennent aux états dont la seu-
 » le intervention armée garantit son existence. Mais ces
 » faits vraiment scandaleux, ne doivent plus étonner
 » personne, du moment où le clergé turc ose, en pré-
 » sence de l'autorité suprême, prêcher impunément
 » l'extermination de tous ceux qui n'appartiennent pas à
 » l'Islamisme, car ce sont là les expressions textuelles du
 » sermon du principal mollah, dont je vous ai dernière-
 » ment communiqué un extrait . . . »

B.

Quinzaine politique du Spectateur.

—0000—

Cette quinzaine est vide d'événements. Partout le silen-
 ce et le calme ; mais c'est le calme précurseur de l'o-
 rage. La grande expédition est partie de Varna. Du Da-
 nube, où l'Autriche a étendu son bouclier entre les deux
 combattans, et à peu près éteint la guerre, un peu à son
 propre avantage, on la reporte vers d'autres parages, où
 la Russie présente, à ce qu'on croit, le défaut de sa cui-
 rasse, ou bien peut-être, selon les circonstances, vers les
 endroits où la Turquie peut être atteinte de coups plus
 prompts et plus mortels.

Dans la tournure qu'on a voulu donner à la question,
 cette expédition était indispensable. Les négociations
 qu'on met en avant ont deux buts : relever la Turquie,
 et abaisser la Russie. Mais d'un côté la Turquie,
 avant d'être relevée, doit être empêchée de mourir,
 doit être sauvée d'elle-même et des autres ; c'est pour-
 quoi il était indispensable de lui escompter ses revenus
 de l'Egypte, de l'aider à manger sa fortune en herbe,
 afin qu'elle ne mourût pas avant que son rôle d'utilité ne
 fût terminé ; de lui prêter, outre l'argent, aussi les
 armes, les bras, les officiers de l'Europe, pour combattre
 à son défaut, son intelligence pour la guider. Mais tout
 cela ne pouvait suffir ; il fallait, après l'avoir mise en
 sûreté en Europe, empêcher qu'elle ne soit frappée en
 Asie, car partout où elle n'est pas défendue par l'Europe,
 elle est sans défense. L'expédition de l'Asie serait donc
 indispensable, pour empêcher que les Russes, après avoir
 pris Bayazid, et dispersé l'armée qui la défendait, ne
 prennent Erzeroum, et, chassant devant eux les débris des
 forces turques, n'arrivent à Constantinople par le midi,
 tandis qu'on en défend les approches au nord. D'un autre
 côté la Russie, avant d'être abaissée, doit être écrasée,
 car, entre de grandes puissances, des traités humilians ne

peuvent être écrits qu'à la pointe du sabre. Avant donc d'exiger que la Russie cède la mer Noire, il faut la lui prendre, et pour cela il était indispensable d'en aller chercher la clef à Sévastopole. C'est au moins par là qu'il était de toute nécessité de commencer, car c'est une autre question de savoir si l'on pourra s'y arrêter. Si les puissances coalisées étaient vaincues et repoussées, ce que leurs immenses préparatifs et la bravoure bien connue de leurs troupes rend fort douteux, elles pourraient reculer sans déshonneur, modifier leurs conditions, et chercher une autre issue à la question, un autre moyen d'assurer l'équilibre et la sécurité de l'Europe, et la guerre pourrait cesser. Si c'était au contraire la Russie qui était vaincue, comme la presse européenne paraît s'y attendre, et celle de Turquie y compte sans hésitation, alors il ne reste à la Russie d'autre choix que de combattre; car nous concevons qu'une grande puissance soit vaincue par de plus grandes qu'elle, ou par plusieurs grandes puissances réunies, mais nous ne croyons pas possible qu'elle renonce à son honneur, à son rang, à ses vues traditionnelles, aussi longtemps que ses dernières forces n'ont pas été épuisées. Pour la réduire à cette extrémité, il ne suffit pas de la blesser, il faut la tuer. La Russie, comme ce géant de la fable, à moins d'être étouffée dans les bras de l'Europe, ne toucherait du genou la terre, que pour se relever et combattre; chaque victoire contre elle, rallumerait la guerre avec plus d'opiniâtreté. Nous croyons donc fermement que, par le cours qu'on a suivi, au lieu d'éteindre, on ne fait que perpétuer la guerre. Deux rivaux sont aux prises; on craint justement que le plus fort ne détruise et n'absorbe le plus faible; il y avait deux lignes de conduite à suivre: l'une de s'entendre pour que la chute du plus faible ne profitât pas au plus fort au détriment des autres; et comme la simple entente ne suffirait pas pour toutes les éventualités du présent et de l'avenir, de se donner une garantie, la seule efficace, en renforçant le faible, et comme cela est prouvé impossible, de lui substituer un plus fort, ou au moins plus propre à le devenir. Cette ligne mène droit à la paix, car il n'y aurait personne qui s'y opposerait: le plus faible ne le pourrait,

et les plus forts seraient d'accord; elle mènerait surtout à une paix solide, car la pomme de discorde serait enlevée et mise à l'abri. L'autre ligne de conduite était de s'attaquer au plus fort pour le forcer de lâcher prise, et le mettre hors d'état de revenir à la charge pour l'avenir. Celle-ci menait à la guerre, à une guerre longue et presque sans issue, car, le fort, justement parce qu'il l'est, résiste, et résistera tant qu'il peut; or, la résistance est la guerre.

Nous insistons sur ces considérations, que nous n'avons cessé de développer dès le début de ce recueil, car nous croyons qu'elles renferment le noyau même de la grande question qui agite l'Europe, et la solution la seule possible et la seule conforme aux intérêts légitimes de tout le monde. Les événements approchent qui nous donneront tort ou raison; attendons les événements.

Pendant le répit de quelques jours que leur absence nous laisse, nous avons eu le loisir de parcourir un article de M. Forcade sur la Grèce, dans la Revue des deux Mondes, livraison du 15 juillet.

La Grèce est toujours le pays des fables. Depuis qu'elle n'en fait plus, on en fait sur son compte. Soit malveillance préméditée, soit insouciance d'approfondir les relations d'une contrée qui compte à peine par son peu d'étendue et par son peu d'importance, presque tous ceux qui en ont écrit depuis quelque temps, n'ont pas donné une preuve bien manifeste de leur connaissance des hommes et des choses. Nous ne disons pas cela pour l'appliquer à M. Forcade; nous le disons au contraire pour lui rendre le témoignage que dans cet article, qui est un dépouillement du *lièvre bleu*, il a été consciencieux dans ses appréciations, et que l'esprit qui le guide très souvent fait briller la vérité à travers ses erreurs d'emprunt. Dans son cœur et dans son esprit il trouve bien des fois tout le contraire de ce que lui disent ses informations. Nous n'entreprendrons pas d'analyser cet article; nous serions forcés de revenir sur toutes les questions qui concernent la Grèce, et d'écrire un volume. Pour qu'une accusation, surtout lorsqu'elle est faite avec esprit et modération, touche au but, il suffit sou-

vent d'un mot, et il faut plusieurs pages pour la réfuter. Nous citons surtout ce travail de M. Forcade comme une preuve que des hommes sincères, même prévenus contre la Grèce, et tout en puisant à des sources d'une impartialité contestable, ne peuvent souvent que lui rendre justice, et toucher, à leur insu, à la vérité par plus d'un point.

Nous ne voulons cependant pas dire que M. Forcade soit exempt des préventions qui sont aujourd'hui dans l'air. Au contraire, il nous est impossible d'en passer surtout deux, qui sont fondamentales, et dominent malheureusement tous ses jugemens sur le pays.

L'une consiste dans l'arrêt qu'il porte contre le peuple grec, qui, quoique ayant fait des progrès incontestables dans le domaine de l'instruction, de l'agriculture, du commerce et de la marine marchande, serait indigne des destinées auxquelles il aspire, pour avoir, par manque de probité politique, faussé sa constitution, et ne pas avoir su l'appliquer. Et d'abord, en voyant une foule de villes et de villages surgir partout en Grèce des ruines qui la couvraient, en voyant une législation très libérale et une organisation administrative empruntées aux peuples les plus avancés, fonctionner régulièrement dans le pays, on pourrait peut-être à juste titre élargir la liste des progrès qui y ont été opérés. Mais nous voulons reconnaître que la constitution n'y a pas produit les résultats merveilleux qu'on en attendait, et qu'elle n'a pas été toujours appliquée d'une manière irréprochable ; nous admettons aussi que les soins des intérêts constitutionnels sont d'un ordre plus élevé, et importent plus à la prospérité des peuples que celui de leurs intérêts matériels. M. Forcade reconnaît à juste titre, qu'une constitution n'est pas une spéculation théorique, indifféremment applicable à tout temps et à tout lieu, et ne peut être fertile en heureux résultats, que si elle émane des mœurs, des habitudes, des circonstances et des besoins d'un peuple, si, comme par exemple en Angleterre, c'est un fruit mûri à ses vicissitudes, un résidu de son histoire, la forme dont l'expérience apprend à revêtir les pouvoirs sociaux, afin d'en rendre la pondération plus égale et

le développement plus efficace. Il pense que c'est justement le cas avec la constitution des Grecs, qui avaient su préserver même sous le despotisme écrasant des Turcs, leurs franchises municipales. Mais il y a loin de ces franchises, dont l'exercice prouve seulement chez les Grecs une tendance invincible et tenace vers les institutions libérales, à une constitution qui est introduite brusquement et tout d'une pièce. Il faut du temps avant qu'elle ne soit comprise, et qu'on n'en tire toutes les déductions pratiques.

N'est-ce pas trop présumer d'un pays réduit par l'oppression, et plus tard par une guerre d'extermination, en un désert complet, que de prétendre qu'il fasse fonctionner sans difficultés tous les ressorts compliqués de cette admirable machine d'un peuple vieilli à la manipulation des institutions politiques ? Et pour absoudre un peuple de l'accusation d'impuissance politique, est-ce peu que de l'avoir vu, après quatre siècles, pendant lesquels il était sevré de toute existence nationale, retrouver dans sa nature indomptable le puissant élan qui lui rendit son indépendance ? Veut-on qu'un système de gouvernement, où l'action vient de la circonférence, où le peuple fait la loi plutôt qu'il ne la reçoit, marche dès les premiers pas sans broncher, dans un pays où les classes inférieures ont bien tous les instincts de la liberté, mais n'ont pas encore eu le temps d'acquiescer toutes les lumières par lesquelles on la règle et on la discipline ? Veut-on que ce système y réussisse sans un certain apprentissage, autant que dans les pays civilisés depuis des siècles, que chez les nations où la lumière vient d'en bas aussi bien que d'en haut ? Est-ce à dire que les Grecs n'ont pas de probité politique, parce que la destruction ayant passé sur eux son niveau, appauvris pour racheter le bien qu'ils estiment par-dessus tout, il parviennent encore à manier gauchement une constitution, fondée en partie sur l'indépendance des fortunes et sur leur aristocratie ?

Les intrigues et les illégalités qui dégradent nos élections, et que nous n'essaierons pas d'excuser en rappelant ici le trafic des votes, les candidatures imposées, les intrigues et les corruptions électorales, contre lesquelles la

presse et les chambres se sont si souvent élevées en France aussi bien qu'en Angleterre, sont les symptômes les plus affligeans, et qui sans doute empoisonnent la source même de l'action gouvernementale. Mais la nation entière voit en gémissant ces pratiques scandaleuses et coupables; loin d'être indigne de ses institutions, elle sent l'injure qui leur est faite, elle se raidit contre le mal, mais elle ne peut le déraciner, car ses racines sont le plus souvent hors de sa portée. Nous voulons laisser parler M. Forcade: «On aurait le droit d'adresser des reproches fondés . . . à la fausse politique qui a si longtemps porté la France et l'Angleterre à faire de la Grèce le théâtre de rivalités sans prévoyance, sans profit et sans gloire.» — «La France et l'Angleterre, oubliant les vues d'avenir, aimèrent mieux servir les ressentimens, les rivalités, les intérêts particuliers des anciens chefs bellènes, encourager et perpétuer les divisions, épouser chacune un tiers de la nation pour répudier les deux autres.» M. Forcade a mis là le doigt sur le plus vif de la plaie. Ce n'est pas que les Grecs n'ont pas de probité politique, mais c'est que ceux-là parmi eux qui en ont le moins, ont souvent été soutenus par des vues étrangères à la prospérité nationale.

Plus d'un homme distingué, qui, après avoir loyalement servi son pays, est mort ou vit dans la misère, prouve l'existence parmi eux de cette vertu qu'on leur conteste. Peut-on nier les plus nobles sentimens politiques à un peuple qui, à peine sorti d'une révolution destructive, ayant à peine commencé à savourer les bienfaits de la paix et de l'indépendance, se jette avec le dévouement le plus désintéressé dans tous les hasards d'une nouvelle guerre, plus terrible que la première, et se montre prêt à remettre tout en question, pour aider ses frères à reconquérir leur liberté? Nous savons que là dessus nous ne sommes pas d'accord avec M. Forcade, et c'est la seconde prévention sous laquelle nous prétendons qu'il travaille.

M. Forcade partage l'erreur commune, que la nouvelle révolution grecque est l'œuvre de la Russie. Si l'amour de la liberté était un sentiment inconnu aux Grecs,

inaccessible à leur nature, démenti par leur histoire ancienne ou moderne, on eût pu attribuer à des instigations étrangères un mouvement qui paraissait y avoir sa source. Mais ne l'a-t-on pas vu peu de temps avant se manifester par tant d'actions d'éclat? Et lorsqu'à l'issue de la première révolution, la partie la plus belliqueuse et la plus avancée en civilisation de la population grecque se vit frustrée de ses espérances et du fruit de ses sacrifices, et que depuis vingt ans elle regarde avec envie la Grèce émancipée jouir de son nouveau bonheur, et marcher dans la voie de tous les progrès, ne devrait-on pas bien plutôt s'étonner qu'elle ait trouvé, pour secouer son joug, une occasion comme celle que lui présentait la guerre d'une grande puissance contre ses oppresseurs, sans la saisir avec ardeur? Les entreprises des Grecs pour s'affranchir de l'esclavage sont-elles inspirées par les Russes parce que les Russes combattent par hasard le même ennemi que les Grecs, ou parce que, par des sympathies très légitimes chez des coréligionnaires, chez des chrétiens, chez des hommes civilisés, autant que par un sage calcul peut-être, les Russes ont toujours protégé et choyé les Grecs? Mais ce sont les Grecs qui ont précédé les Russes sur le champ de bataille; ils y sont, l'arme au bras, depuis la perte de leur indépendance, toujours en embuscade, guettant les occasions, cherchant des alliés, faisant les morts dans les mauvais jours, se jetant au feu dès qu'ils voyaient leur ennemi menacé ou occupé ailleurs. Ceux qui leur inspiraient cette conduite, ce n'étaient pas les Russes, c'était leur noble nature, c'était leur ciel sans nuage qui semble inviter à la liberté, c'était leur terre toute jonchée de monumens de leur antique grandeur, c'étaient leurs auteurs immortels, qui les initiaient au catéchisme de la gloire. La diplomatie pourra leur imposer ses arrêts; mais on n'arrachera ces sentimens de leur cœur, que lorsqu'on aura détruit l'Acropole et effacé Plutarque. Ceux qui les inspiraient encore, c'étaient les grands maîtres et les grands exemples de l'Europe libérale et savante. A peine ayant secoué ses fers, la Grèce se donna une organisation politique toute empreinte des idées de l'Europe occidentale; plus tard, sous le régime actuel, elle demanda

et obtint par une émeute une constitution calquée sur celle de l'Angleterre, et l'auteur de cette émeute, c'était, entr'autres, le parti russe lui-même, ainsi nommé, non parce qu'il veut soumettre la Grèce à la Russie,—tout vrai Grec ne veut soumettre la Grèce qu'à ses seules lois—mais parce qu'il croit que la Grèce peut profiter de la position de la Russie vis-à-vis des Turcs, pour arriver à sa destination finale. Enfin cette dernière révolution, à laquelle on a surtout voulu donner le caractère russe, était le rêve de toute la nation, mais elle était surtout le drapeau de ralliement de ce qu'on appelait le parti français, ainsi nommé lui-même, non parce qu'il voulait soumettre la Grèce à la France, mais parce qu'il attendait de la France la réalisation de son grand espoir, de cette *grande idée* que le chef de ce parti, M. Coletti, avait toujours dans le cœur et dans la bouche, et que les amis étrangers de M. Coletti avouaient et encourageaient hautement. Cette révolution commencée, fut saluée avec enthousiasme, non par un seul parti, mais par toutes les opinions et par toutes les classes de la nation, qui se confondirent et se rallièrent dans ce grand intérêt national. Si c'était une intrigue de parti, les partis seraient assez clairvoyans pour ne pas s'y tromper. Voilà cependant pourquoi on a voulu voir dans la Grèce une ingrate, coupable d'apostasie envers ses bienfaiteurs, un satellite fanatique de la Russie ; voilà ce qui a fait rêver à quelques uns jusqu'au crime de lèse-humanité, jusqu'à la folie politique de rendre la Grèce à la Turquie. Le bel avantage qu'on ferait à la Turquie ! A la mine on ajouterait la poudre.

A.

M. RENIÉRI.